

QUELQUES PISTES DE SOLUTION A LA CRISE CONGOLAISE DANS SON ETAT ACTUEL DES CHOSES.

POUR QUI GOUVERNE-T-ON?

Nous sommes dans une transition: de l'absence de légitimité de l'Etat vers un Etat légitime. La caractéristique centrale de celui-ci c'est que le peuple congolais dans son ensemble aura confiance dans les institutions et donc dans ses dirigeants. Ceux-ci mettront le peuple au centre de leurs activités et préoccupations. Jusqu'ici, l'Etat n'a été qu'une ressource utilisée par des groupes ou individus particuliers pour satisfaire leurs intérêts partisans. Le dénominateur commun, pour commencer la transition, a consisté en la satisfaction des ambitions partisans des belligérants et ceux des autres. L'unité géographique, désirée par toute la population, a été obtenue non pas en termes de principes mais par le fait de satisfaire le plus d'ambitions divergentes possibles. D'où la composition éléphanterque d'une équipe gouvernementale composée d'un président, de quatre vice-présidents, de trente-six ministres et vingt cinq vice-ministres. Il était impossible de s'entendre et n'avoir qu'une équipe d'au moins 19 personnes seulement.

A cause de l'existence d'autres ambitions non satisfaites ou insuffisamment satisfaites, le pays est loin d'être pacifié. Des bandes armées continuent de ronger le territoire, sans scrupule dans une impunité totale. Dans une situation de mondialisation, en présence des spécialistes de crimes économiques et des spécialistes privés pour la formation militaire rapide et la distribution des armes, l'Etat n'est plus le seul contrôleur de la violence. Incapables d'assurer la sécurité de la population, les dirigeants ne font réellement que se servir. Pour l'essentiel les forces de sécurité ne servent que les dirigeants, particulièrement le 1+4. Le peuple n'a pas les moyens d'exiger des dirigeants la satisfaction de ses intérêts propres. Les gens pensent que les élections lui en donneront les moyens. L'éducation du peuple pour un meilleur choix de ses propres dirigeants ne se fait malheureusement pas.

L'Accord Global et Inclusif est loin d'avoir été le ciment d'un large front uni du peuple congolais du fait que la classe politique congolaise, sans aucune conscience de classe comme telle ni sans unité d'intérêt de classe, ne fait que se disputer les intérêts personnels divergents au détriment de l'intérêt supérieur de l'Etat. Aucune fraction de cette classe n'est intéressée à limiter les ambitions personnelles démesurées et donc à corriger la faiblesse de l'Etat, qui est d'ailleurs entretenue pour mieux l'utiliser à des fins personnelles. La classe ne s'entend ni sur la nécessité de limiter, fléchir et châtier l'ambition personnelle pour l'intérêt de tous, ni de soigner l'Etat et lui accorder une capacité étatique pour se reproduire. Elle est fondamentalement pillarde et vandale. On ne paie même pas d'attention à des gens ou groupes des gens qui se sentent exclus du partage.

L'architecture de la transition est occupée pour la ruiner; chaque occupant servant son ambition particulière sans se soucier ni des autres ni de l'avenir. Il y a une absence entretenue des sanctions à tous les niveaux et la responsabilisation institutionnelle n'est qu'un vœu pieux.

Les nominations aux postes se font moins en termes des principes bons pour tous ou des profils des gens que du clientélisme. Ces nominations sont parfois accompagnées par des

crises internes des composantes et entités: Cela montre qu'en grande partie celles-ci ne sont que des rassemblements par convenance d'individus.

En lui-même le schéma institutionnel de la transition ne peut donner naissance à une vision claire d'un futur de bonheur national brut. L'après-élections pourrait bien être peu différent du présent en ce qui concerne la vision capable de générer une vraie solidarité dans la population et l'unité de l'idéal national dans la direction du pays. N'y a-t-il pas des ressemblances dans notre situation des conditions qui avaient permis à Adolf Hitler d'être crédiblement élu?

C'est d'ailleurs au détriment de la justice, soi-disant pour promouvoir la réconciliation nationale, qu'a été conçu ce schéma. Les autorités les plus importantes sont couvertes d'immunités. Le Chef de l'Etat ne peut être ni contrôlé par le Parlement ni paraître devant les cours et tribunaux dont il est garant de leur indépendance. L'impunité est institutionnalisée.

Tel qu'il est et qu'il fonctionne, le schéma institutionnel ne permet pas d'avoir un leadership national cohérent, déterminé et visionnaire. Le consensus n'est-il pas l'ennemi de la pensée? La capacité de prévision dans l'espace présidentiel semble faire défaut. Le Chef de l'Etat est sans autorité, les autres ne sont pas imprégnés par ses timides initiatives qui ne sont pas suivies et n'aboutissent pas: affaire Major Kasongo, affaire corruption et détournement dénoncée par le Président lui-même, mais restée sans suivi ni sanction en vue. Les questions très claires soulevées par la marche populaire du 4 juin 2004 dirigée par les étudiants, n'ont eu aucun traitement convaincant pouvant dissiper les incertitudes et soucis des gens de partout.

Ces questions se focalisaient sur trois soupçons: 1) peut-être que le schéma institutionnel lui-même serait-il le frein majeur à la transition? C'est la formule $1+4=0$. Ne serait-il pas bon d'amender et l'Accord et la Constitution pour lever ce frein? Ce soupçon, peu discuté par l'ensemble des participants le Président a reçu quelques personnes de son choix pour confirmer son opposition au soupçon, caractérisé d'anarchique—était refusé. 2) même si le schéma était bon,

le personnel qui l'anime ne serait-il pas incompetent? Ne serait-il pas bon de s'entendre sur les profils que devraient avoir les nouveaux animateurs pouvant remplacer les incompetents? Le Président n'a pas initié un débat sur cette question importante; il a laissé aux composantes et entités d'opérer le remplacement possible ou l'alternance surtout des gens trop visiblement corrompus ou incompetents. Le cas des dirigeants des composantes ou entités incompetents ou corrompus n'était pas examiné. Certains comptent sur la CPI de faire l'affaire pour eux.

Enfin, 3) qui, dans notre pays, détermine ce qu'est l'intérêt national et son articulation à ceux des puissances d'une part et à ceux des pays voisins d'autre part, c'est pourquoi nous avons des amis comme la MONUC qui se comportent comme des ennemis? Seule la critique de la performance de la MONUC, surtout concernant la situation de Bukavu, qui était retenue

Plusieurs autres évaluations négatives étaient faites, entre autres, par La Conférence Episcopale de l'Eglise Catholique et par le RCD.

La délégation Sud-Africaine était venue, après la levée des étudiants, pour essayer d'apporter sa contribution à la nécessité de recréer la confiance dans les institutions de la

transition. Ils avaient proposé le renforcement de la responsabilisation institutionnelle, dans le contexte même du cadre défini par l'Accord Global et Inclusif et la Constitution de la transition. Mais, c'était bien clair que dans l'absence des vraies sanctions, cette responsabilisation est limitée. Et surtout quand les responsables des institutions importantes comme le Sénat, se comportent comme des secrétaires particuliers du Chef de l'Etat, la responsabilisation est difficile à obtenir. Il y a lieu de se demander si, en l'absence des vraies sanctions, la séparation des pouvoirs fonctionne. Il a fallu que le RCD suspende sa participation dans les institutions, du moins partiellement, pour qu'une autocritique institutionnelle timide se face. On sait, par ailleurs, qu'une autocritique pour être crédible, doit se faire devant ceux qui ont fait la critique.

On se posait des questions de savoir ce que l'espace présidentiel avait réellement fait par exemple au sujet de la crise de Bukavu, en plus de pointer le doigt aux autres et de saisir la communauté internationale. Le Sénat ne peut-il pas formuler une telle exigence? Les tâches spécifiques des postes dans les institutions de la transition n'étant pas fixées, il est difficile de faire le suivi de leur réalisation. On sait par exemple que les cabinets politiques sont constitués et les animateurs nommés avant même qu'on sache le répertoire des tâches à accomplir. Le choix ne se faisant qu'en termes clientélistes ou d'appartenance tribale, surtout.

On n'avait, par exemple, pas envisagé la possibilité de n'avoir qu'un seul Bureau Présidentiel autonome, c'est-à-dire, au-dessus des considérations des composantes et entités, au lieu des 5 Bureaux présidentiel et vice-présidentiels. Dans l'espace présidentiel lui-même quelles structures ou actions auraient dû renforcer la confiance mutuelle? Comme ils semblent, tous, être candidats aux prochaines élections, le comportement concurrentiel et hégémoniste l'emporte sur celui de la concertation, conciliation, humilité et de coopération pour le service commun pour la Nation. Dès le début, il aurait fallu que le groupe de l'espace présidentiel agisse de sorte que la population puisse voir qu'il y règne une unité et une confiance mutuelle. Il aurait fallu que les 5 président et vice-présidents, ensemble, aient pu voyager partout dans le pays comme une mesure de construction de la confiance dans le peuple et dans le pays et une détermination de jeter les bases de l'autorité de l'Etat à travers le pays. Un tel voyage en Ituri, par exemple, allait accélérer la mise en place de l'autorité de l'Etat.

Pour avoir permis au Président de la République de recevoir le serment partiel de l'Exécutif, pour avoir fait signer au Président des décrets qui soulèvent des contestations dans la population, pour n'avoir toujours pas exigé le suivi sur des initiatives prises par le Président, il y a lieu de se poser la question de la compétence des membres de ce Bureau. Beaucoup d'enquêtes annoncées par le Chef de l'Etat et le Gouvernement n'ont pas encore apporté des résultats. Les décisions prises concernant les événements du 28 mars 2008, les coups montés et manqués (Major Eric Lenge, les Mai-Mai, etc.) ne sont pas connus. Les militaires fautifs restent impunis.

Il n'y a ni unité ni cohérence au sein de l'Exécutif; aucun leadership ne se manifeste à ce sujet. La déontologie des fonctions des membres de l'Exécutif et parfois les lois de la République sont violés par ceux-ci sans être inquiétés. Beaucoup d'entre eux, si pas tous, sont à la recherche par tous les moyens de l'argent pour les élections; ils n'ont aucun souci de servir le peuple et le pays. Ils donnent l'impression d'être des observateurs qui espèrent que la communauté internationale va s'occuper du pays. Alors que les représentants de celle-ci crient partout qu'ils ne peuvent ni développer le pays pour et à la place des Congolais, ni réaliser l'Etat de droit pour et à la place des Congolais, ni assurer la sécurité

et construire la paix pour les Congolais; ceux-ci doivent les faire eux-mêmes. La seule idéologie commune aux dirigeants, c'est la croyance profonde que ce sont les puissances occidentales qui décident sur qui doit accéder au pouvoir. S'il y a une éthique qu'ils suivent, c'est celle de toujours paraître être en bons termes avec ces puissances.

L'absence de volonté politique de renforcer la capacité étatique est manifeste par la réticence des dirigeants d'activer l'intégration et la restructuration des forces armées congolaises. L'état actuel des choses semble être bénéfique à certains groupes qui freinent cette réforme. Le Chef de l'Etat, plus préoccupé de sa propre sécurité on demande pour lui une garde présidentielle d'une Division ne s'est rendu ni à Bukavu, ni en Ituri, ni partout à l'Est où persistent les tendances vers une guerre. Sa présence là-bas forcerait le Gouvernement de renforcer la capacité étatique là-bas. Il ne semble pas y avoir une volonté politique pour le faire.

Entre-temps, les conditions misérables de vie de la population congolaise ne font que s'empirer. Selon le ministre du Plan, 82% de la population sont en dessous du seuil de la pauvreté, soit vivant avec moins d'un dollar par jour. La grande population est chômeuse, condition aggravée par le déplacement massif des personnes vers les villes; les salaires modiques restent souvent impayés, pendant plusieurs mois.. La scolarisation et les soins de santé sont inaccessibles au plus grand nombre des gens. La sécurité des personnes et des biens reste toujours précaire. La gestion du pays est demeurée chaotique et sans leadership réel et efficace. Rien n'a changé fondamentalement dans la manière de gérer le pays par les dirigeants congolais. La population ne survit que par l'aide internationale qui ne vise même pas à apprendre aux gens de se prendre en charge. Lors des manifestations des jeunes de la capitale, le vendredi 04 juin 2004, on a découvert plusieurs cartons d'argent dans certains sièges des partis politiques saccagés. Cela semble indiquer que le pouvoir en place est maffieux, nuisible et inacceptable au peuple congolais. L'entretien de nos grandes ressources est négligé: pendant 30 ans le sable qui influe sur le barrage d'Inga, par exemple, n'a pas été enlevé, par exemple. Pillé et abandonné, le Palais Présidentiel est laissé en ruines. Sans parler de la ruine des forces humaines.

Les arrestations arbitraires continuent. On parle aussi de l'élimination sommaire des gens, notamment les alliés ou membres de la famille de Masasu. La focalisation de l'attention sur l'Est du pays cache ce qui se passe même à la capitale du pays où règne aussi l'insécurité. Il est dit que l'opposition du PPRD à la loi de l'amnistie s'explique par le fait que la libération des détenus, présumés assassins du Président, délieraient les langues et exposerait les vrais commanditaires du coup d'Etat qui avait entraîné cet assassinat. Dans tous les cas, les campagnes électorales vont exposer plusieurs secrets!

La dimension internationale de notre pays n'est pas maîtrisée. Les rapports avec les pays voisins ne s'améliorent pas et ils sont marqués par une méfiance presque malade. Le Rwanda, dont la population totale est identique à l'actuelle population de Kinshasa, hante terriblement les esprits de nos dirigeants. Ce qui bloque les contacts directs entre dirigeants supérieurs de deux pays. L'hostilité est entretenue et apparemment trouvée bénéfique par certains groupes. Une composante, quelle qu'elle soit, ne peut bloquer les rapports d'Etat à Etat, sinon il faut dire qu'il n'y a pas d'Etat. Après tout, les dirigeants congolais se comportent comme s'ils n'étaient que des dirigeants des composantes et entités. Celles-ci ne montrent pas du tout qu'elles ont une vraie Conception de l'Etat.

Les rapports entre notre pays et le Rwanda, le Congo-B, l'Ouganda sont hostiles. L'Angola

reste très sceptique à l'égard de la RDC; les rapports entre la RDC et la République Centrafricaine et la Zambie sont tièdes. La Tanzanie se méfie de ce qui se passe en RDC.

La RDC représente le 1/3 de la population totale de la sous-région de l'Afrique centrale. Sa crise ne peut qu'avoir un impact considérable sur cette sous-région. La déstabilisation politique de la RDC rend celle-ci incapable de maîtriser les contradictions qui restructurent l'axe de la sous-région des Grands Lacs, à savoir l'antagonisme ethnique parfois violent—dû au fonctionnement de l'Etat discriminatoire soit dirigé par une minorité ethnique contrôlant les appareils importants de l'Etat et contre la majorité ethnique tenue à l'oeil; ou bien dirigé par une majorité ethnique refusant la protection des droits de la minorité. La chute de la RDC dans une logique semblable, c'est-à-dire, le fonctionnement discriminatoire (contre certains groupes) de l'Etat ou la faiblesse de celui-ci exploitée, comme ressource, de façon discriminatoire, contribue à l'aggravation de la déstabilisation régionale. La position géostratégique de la RDC, du fait de ce contexte, en fait le foyer de déstabilisation de toute la région. Cette chute se manifeste par exemple par la prise en charge des forces extrémistes comme les Interahamwe. La RDC devait militer en faveur de la résolution des conflits internes des pays voisins, par des Dialogues Inter Rwandais, InterBurundais, InterOugandais, InterCongolais-B ou InterSoudanais. Le point de vue démocratique exige qu'un pays étranger ne doit pas choisir le camp qui doit diriger dans un autre pays, mais appuyer l'intérêt de tout le peuple.

La recherche de la solution à la crise de la RDC doit être non seulement régionale, mais intéresse au plus haut point la sécurité de toute la région. Il faut éviter, au sommet de l'Etat, de tomber dans la logique oppositionnelle Hutu/Tutsi, par exemple, qui caractérise la dynamique Rwandaise et Burundaise, et qui fait focaliser la recherche sur le Rwanda. Il faut inventer une diplomatie positive ouverte sur tous les axes de l'Afrique Centrale. Les neuf pays qui entourent la RDC ont certainement plusieurs choses en commun avec la RDC sur la base desquelles la coopération dans la recherche de la solution à nos crises respectives peut et doit se faire. Il faut éviter que les forces partisans frontalières prennent les Etats en otage et empêchent les rapports positifs d'Etat à Etat. Il faut aider à l'épanouissement des rapports de peuple à peuple dans toute la région. C'est cela qui facilitera la détermination de l'articulation positive entre notre intérêt national et ceux des pays voisins. La conscience régionale basée sur cette articulation renforcerait la tenue et le suivi des résultats de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Elle corrigerait de façon bénéfique le paternalisme, parfois encombrant, de la communauté internationale.

Il faut d'abord nettoyer sa maison avant de visiter celles des autres. On peut dire la même chose pour sa sous-région avant d'aller visiter les autres sous-régions. L'oubli de cette vérité fait que la RDC se fait facilement l'objet de traitement par des puissances dans l'isolation relative de ses voisins. Et ceux-ci peuvent être utilisés contre la RDC.

Il est clair que les dirigeants ne gouvernent qu'eux-mêmes et pour des intérêts de très court terme. Alors que le passé a été triste, le présent semble catastrophique et l'avenir très incertain. La rue ne gouverne pas, mais l'actuel gouvernement pousse la rue à s'exprimer. Il n'est jamais trop tard d'inventer les possibles de sortie de la situation, surtout quand il y a de la volonté politique, de la compassion pour le peuple, de l'amour de la justice et la vision d'un futur meilleur. Il est triste de noter que les dirigeants agissent non pas en regardant derrière leurs épaules pour l'assentiment populaire, mais en levant uniquement les yeux vers les montagnes des puissances occidentales pour l'approbation éventuelle. C'est le CIAT qui assure véritablement le leadership de la transition. Ne serait-il pas

mieux, pour la clarté des responsabilités respectives, de déclarer officiellement que le pays est sous tutelle des Nations Unies?

QUE FAIRE POUR SORTIR DE CETTE SITUATION?

Voici quelques indications pour sortir de la situation.:

1. En général, il faut encourager, à tous les niveaux, les organes, structures ou institutions délibératifs de l'autoprise en charge de la population. Là où c'est possible, il faut encourager la réactivation de la dynamique de la palabre communautaire.
2. Encourager, dans chaque institution, l'auto-évaluation organisée sous la forme des audits politique et financier.
3. C'est la Présidence comme telle qui doit être garante de l'unité nationale, plutôt que le site de la division, de la diabolisation des adversaires, de la concurrence déloyale, du sabotage mutuel ou des manipulations –bref: de la logique de guerre sans armes—ou des manipulations et intrigues tendant à rendre impossibles, le dialogue franc, la concertation, la coopération, la confiance mutuelle et l'esprit collégial. La Constitution de la transition exige de 1+4 un "leadership nécessaire et exemplaire". Ne serait-il pas opportun qu'une cérémonie nationale de réconciliation des dirigeants, autour du 1+4, soit organisée?
4. L'initiative active de créer l'atmosphère de la confiance mutuelle, la concrétisation de l'esprit de consensualité, d'inclusivité, de la non conflictualité et le comportement non-hégémoniste appartient au Chef de l'Etat, c'est une forme de leadership qui exige une inventivité et un style de direction démocratique. On ne commence pas par consensus, mais on arrive à un consensus après des débats parfois très importants. Il doit montrer qu'il est d'abord un Chef de l'Etat et non un chef de sa composante. Il doit être, non seulement le Chef de l'Etat de tout Congolais, il doit être attentif et même avoir recours à toute la sagesse disponible dans le pays. Il doit montrer que les anti-valeurs (clientélisme, tribalisme, corruption, l'immoralité publique, etc.) ne l'affectent pas.
5. Il faut réduire, si pas éliminer, les retards dans la présentation, l'examen par des institutions appropriées et l'adoption de la loi budgétaire. Insister sur la discussion des rapports d'audit des dépenses engagées et porter au public le budget et les sanctions appliquées contre les violations de la loi budgétaire.
6. Multiplier des occasions qui puissent montrer au large public qu'il y a unité au sommet de l'Etat. Par exemple, les visites officielles à travers tout le pays, les fêtes nationales, etc. L'autre jour, à l'occasion de la Rentrée Judiciaire, les gens ont noté que les deux Vice-Présidents qui étaient là ne s'étaient pas serrés la main, ni à l'arrivée ni à la sortie. Tout au long de l'attente de l'ouverture de la séance, ils ne se sont pas échangés de parole du tout.
7. Il faut restreindre la poursuite, par les animateurs principaux des institutions, des campagnes électorales au détriment de la réalisation des missions des institutions. L'idéal serait que les candidates aux élections se retirent de la direction des institutions pour se consacrer à leur campagne électorale. Cela permettrait de modifier la formule

1+4 en ayant par exemple un Président, un Vice-Président et un Premier ministre, comme l'auraient imaginé les facilitateurs Sud-Africains.

8. Il faut mettre au point le plus vite possible l'arsenal des instruments

juridiques nécessaires pour l'organisation réussie des élections. Se souvenir du proverbe Kongo: "même le chasseur le plus expérimenté, peut rater le gibier, s'il tire en courant."

9. Dans l'intégration et la restructuration des forces armées, il faut encourager la formation de l'esprit de corps (corporatisme) en s'appuyant sur un corps d'officiers de formation professionnelle de haut niveau. Il faut mettre en exergue les exemples des profils de courage militaire.

10.11 n'est pas encore très clair dans la conscience des gens la dynamique démocratique que les institutions d'appui sont en train d'appuyer. Le fonctionnement des dites institutions semble être peu démocratique, surtout en ce qui concerne les styles de direction. Comment des gens corrompus, par exemple, peuvent diriger une dynamique de lutte anti-corruption? Le renforcement des structures délibératives doit être ici surtout une priorité.

11. Il faut, en plus de la législation, encourager les partis politiques à être plus responsables: les aider à mieux prendre conscience de différentes formes d'organisation de la politique (l'expérience de l'histoire congolaise et celle de l'histoire mondiale, les deux derniers siècles), apprendre à leurs membres l'abaissement des passions et la tolérance de l'adversaire. Que feront tous ces dirigeants de parti qui se comportent déjà comme des petits Chefs d'Etat, s'ils ne gagnent pas les élections? S'ils n'acceptent pas volontairement la défaite, la dimension répressive de l'Etat va se déployer et on risque de sombrer dans l'idée que seul celui qui contrôle les forces répressives dirige.

12. Encourager la convocation des réunions informelles, de haut niveau, regroupant certains sages ou personnalités reconnues du pays pour les questions concernant la vision du future, etc.

Ce sont là des amorces d'idées pour aider l'inventivité politique requise pour sortir de la situation. Les idées sont des guides à l'action. Il est vrai aussi qu'une vraie pensée change le monde plus qu'elle ne le comprend. Comme disent les ne-Kongo, "on ne peut forcer une tortue à grimper l'arbre"; nous ne pouvons pas forcer les dirigeants, peu enclins à changer, de changer.

A bon entendeur salut!

Prof. ERNEST WAMBA DIA WAMBA
Kinshasa le 29 septembre 2004.